

1923
Zeev Jabotinsky
La muraille de fer

Les Arabes et nous :

Zeev Jabotinsky, La muraille de fer, 1923 extrait
d'Oeuvres complètes, vol 2, Éditions Ari
Jabotinsky

Zeev Jabotinsky, 1860-1940, penseur, écrivain et homme d'action sioniste fut le fondateur d'un courant du sionisme, le mouvement révisionniste, et d'une organisation de jeunesse, le Bétar. Son opposition à David Ben Gourion fut durable. Dans cette analyse, il défend l'idée que les Juifs de Palestine ne pourront assurer le succès de leur projet et leur intégrité physique qu'en édifiant une force armée, le "mur de fer". Zeev Jabotinsky pose une question essentielle : " peut-on toujours atteindre un objectif de paix par des voies pacifiques ?" Il souligne que "c'est un devoir de combattre la phraséologie creuse, de faire la démonstration de ce qu'elle a de purement illusoire et de mettre en lumière sa duplicité" et il avance le fond de sa doctrine sur la relation entre les Juifs sionistes et les Arabes : " Mon espérance et ma foi sont que nous leur accorderons alors des garanties satisfaisantes et que les deux peuples pourront vivre en bon voisinage."

Contrairement à la belle règle qui veut que l'on entre en matière tout de suite, je dois, cette fois, commencer cet article par un préambule, un préambule tout personnel.

L'auteur de ces lignes est considéré comme l'ennemi des Arabes, l'homme qui veut prendre la place des Arabes en Palestine, etc. C'est faux : mon attitude vis-à-vis des Arabes est, du point de vue mental, la même que celle que j'ai à l'égard des autres peuples, c'est-à-dire une équanimité polie.

Ma position politique, en revanche, est dominée par deux principes fondamentaux. Premièrement, je pense que l'éviction des Arabes est absolument impensable ; la Palestine a toujours été une terre habitée par deux peuples. Deuxièmement, je suis fier d'être de ceux qui ont élaboré le programme

d'Helsingfors qui prévoyait l'octroi de droits nationaux à tous les peuples vivant sur une même terre.

Lorsque nous avons élaboré ce programme, nous prenions en considération non seulement les Juifs, mais tous les autres peuples, où qu'ils résident. Son fondement était celui d'une égalité absolue des droits. En notre nom et au nom des générations futures, je suis prêt à m'engager à ne jamais porter atteinte à cette égalité des droits, ni à jamais tenter de spolier qui que ce soit. Comme le lecteur peut le voir, ce credo est une profession de foi entière en faveur de la paix.

Mais peut-on toujours atteindre un objectif de paix par des voies pacifiques ? La réponse à cette question dépend entièrement de l'attitude des Arabes à notre égard et à l'égard du sionisme, et non de notre attitude. Cela dit, on peut passer à l'objet même de cet article.

Il est inutile d'espérer, en aucune façon, un accord entre nous et les Arabes qu'ils accepteraient de leur plein gré, ni actuellement ni dans un avenir prévisible. J'exprime cette opinion d'une manière extrême, non que je souhaite affliger les éléments modérés du gouvernement sioniste, car cela ne devrait leur causer aucune peine, fût-elle légère. Mis à part les aveugles de naissance, tous les sionistes modérés ont compris qu'il n'y avait pas le moindre espoir d'obtenir l'accord des Arabes de Palestine pour transformer cette « Palestine » en un État où les Juifs seraient en majorité.

Tout lecteur a quelque notion de l'histoire des autres pays d'immigration. C'est pourquoi je lui suggère de se souvenir de tous les exemples qui lui sont connus et de tenter d'y trouver un seul cas de pays où cette immigration se soit faite avec l'accord de la population autochtone. Cela ne s'est produit nulle part. Les habitants autochtones d'un pays (fussent-ils civilisés ou sauvages, cela est indifférent) ont toujours combattu avec acharnement les étrangers venus s'y établir, civilisés ou sauvages. La manière dont cela se faisait, le comportement des nouveaux venus n'ont jamais eu d'influence sur l'attitude des autochtones à leur égard. Les Espagnols qui ont conquis le Mexique et le Pérou, tout comme nos propres ancêtres du temps de Josué, se sont comportés peut-être en brigands. Mais les émigrés anglais, les Écossais et les Hollandais - les premiers vrais pionniers de l'Amérique du Nord - étaient des hommes de la plus haute conscience morale, des gens qui ne souhaitaient pas faire de mal aux

Indiens d'Amérique et qui s'abstenaient de faire le mal à une mouche. Ils croyaient sincèrement que, dans ces forêts vierges et ces vastes plaines de l'Amérique, il y avait assez de place pour les Blancs et pour les Indiens. Or, ceux-ci ont lutté contre les colons honnêtes et civilisés aussi farouchement que contre les plus brutaux d'entre eux.

Un autre problème était tout autant dépourvu d'importance pour le développement de ces relations : le soupçon ou non, dans l'esprit des autochtones, que le nouveau venu avait l'intention de les spolier de leurs terres. Sur tout l'immense territoire des États-Unis d'Amérique ne vivaient, même dans l'Antiquité, pas plus d'un million ou deux d'Indiens. Ceux-ci n'ont pas combattu les immigrants blancs par crainte consciente que ceux-ci s'empareraient de leurs terres, mais bien, tout simplement, parce que les autochtones, dans aucun pays, ni à aucune époque que ce soit, n'acceptent jamais l'établissement d'étrangers sur leurs terres. Toute nation autochtone, qu'elle soit civilisée ou primitive, considère son pays comme son « foyer national » où elle veut vivre et dont elle veut rester, éternellement, le propriétaire exclusif. Elle n'acceptera jamais de son plein gré, non seulement d'autres propriétaires, mais encore de partager son droit de propriété avec d'autres.

Ce principe s'applique également aux Arabes. Les partisans pour la paix, parmi nous, s'évertuent à nous expliquer que les Arabes sont des pauvres d'esprit qu'il est aisé de tromper par une interprétation édulcorée de nos objectifs ; qu'ils sont une tribu avide de bénéfices, qui renoncerait volontiers à ses droits de préemption sur la Palestine en échange d'avantages matériels et culturels. Personnellement, je rejette toute représentation de ce genre du caractère des Arabes. Leur niveau culturel est bas ; ils n'ont ni notre ténacité ni notre volonté ; mais ils ont une appréhension de la psychologie tout aussi affinée que la nôtre.

Comme nous, ils ont été formés, pendant des siècles, à la spéculation et aux exercices intellectuels. Nous pouvons bien leur rebattre les oreilles avec nos discours sur nos propres aspirations, cela ne les empêchera pas de comprendre aussi clairement que nous ce qui ne leur convient pas. Ils sont attachés à la Palestine par le même amour instinctif et le même désir de possession que les Aztèques pour leur Mexique ou les Sioux pour leurs savanes. La vision illusoire et puérile selon laquelle les Arabes nous donneraient

de plein gré leur accord pour la réalisation des objectifs du sionisme, en contrepartie des avantages économiques et culturels que nous pouvons leur procurer, a son origine dans l'esprit de nos « Amants des Arabes » et découle d'une sorte de condescendance méprisante à l'égard du peuple arabe. Il semble que, à leurs yeux, le peuple arabe ne soit qu'une populace avide prête à vendre son patriotisme pour un réseau de chemins de fer amélioré. Une telle vision des choses est absolument dénuée de fondement. On peut, assurément, circonvenir par l'argent tel individu ou tel autre. Mais cela ne signifie pas que tous les Arabes soient disposés à vendre ce patriotisme fervent que même les Papous ne sont pas disposés à vendre. Tout peuple autochtone lutte contre les étrangers qui s'établissent chez lui, tant que subsiste chez lui un espoir, quelque faible qu'il soit, de pouvoir écarter le danger de cet établissement. C'est ainsi que feront également les Arabes de Palestine, tant que subsistera, dans leur esprit, l'éternel espoir qu'ils parviendront à empêcher qu'on fasse de la Palestine arabe Eretz Israël, c'est-à-dire la Palestine juive.

Certains d'entre nous ont imaginé qu'il y avait là un malentendu ; que les Arabes n'avaient pas bien compris ce que nous voulions et que c'est pour cela qu'ils s'opposent à ce que nous faisons ; que, s'il était possible de leur faire comprendre à quel point nos véritables intentions sont limitées, ils nous tendraient une main amicale. Cela, également, est une erreur démontrée à plusieurs reprises. Un exemple entre mille suffirait. Il y a trois ans, lors de la visite de Sokolov en Palestine, celui-ci avait prononcé un grand discours à propos de ce « malentendu ». Il avait démontré, à grand renfort de preuves irréfutables, combien grande était l'erreur des Arabes lorsqu'ils s'imaginaient que notre intention était de nous emparer de leurs biens, de les expulser ou « seulement » de les soumettre.

Ce n'était pas cela du tout. Nous ne voulions même pas un gouvernement juif; nous ne souhaitons que l'établissement d'un gouvernement qui représenterait la SDN.

Ce discours avait reçu une réponse dans le quotidien arabe Al-Carmel que je cite ici de mémoire, mais fidèlement, j'en suis sûr : « Messieurs les sionistes se sont enthousiasmés sans raison, disait l'éditorialiste, il n'y a pas le moindre malentendu. Ce que monsieur Sokolov dit des objectifs des sionistes est exact. Mais cela, les

Arabes le savent sans avoir besoin qu'on leur dise. Il est évident que les sionistes ne peuvent rêver, aujourd'hui, d'expulser les Arabes, de les soumettre ou d'établir un gouvernement juif. Il est évident que, pour l'instant, une seule chose les intéresse : que les Arabes ne s'opposent pas à l'immigration juive. En même temps, les sionistes jurent que cette immigration ne dépassera pas les limites de la capacité économique d'accueil de la Palestine. Mais sur ce point non plus, les Arabes ne se font pas d'illusions. En d'autres circonstances, il n'y aurait même pas de possibilité d'immigrer en Palestine. » L'éditorialiste du quotidien arabe était même prêt à admettre que la capacité d'accueil de la Palestine est très grande, c'est-à-dire qu'il est possible d'accueillir un très grand nombre de Juifs sans qu'il soit nécessaire de déplacer un seul habitant arabe. « C'est tout ce que les sionistes demandent, ajoutait l'éditorialiste; et c'est précisément cela que les Arabes ne veulent pas; car en procédant ainsi, les Juifs deviendraient petit à petit une majorité, de sorte que se constituerait, tout naturellement, un gouvernement juif, et que le sort de la minorité arabe dépendrait exclusivement du bon vouloir des Juifs. Or, sur ce point, sur ce qu'a d'«agréable» le statut de minorité, les Juifs eux-mêmes nous ont entretenus plus d'une fois. Voilà pourquoi il n'y a aucun malentendu entre nous. Les sionistes ne veulent qu'une chose : la liberté de l'immigration ; et c'est précisément d'une telle immigration juive que les Arabes ne veulent pas ».

La logique de cette réflexion de l'éditorialiste arabe est tellement simple et claire qu'il serait inutile de la connaître par cœur et d'en faire l'un des fondements de notre propre réflexion sur le problème arabe. Peu important les paroles - herziennes ou herbert-samuéliennes [1] - que nous utiliserons pour expliquer le but de nos efforts en faveur de notre établissement en Palestine. Cet établissement porte en lui-même sa propre signification, inéluctable et compréhensible pour tout Juif et tout Arabe de bon sens : notre effort d'établissement en Palestine ne peut avoir qu'un seul objectif, absolument inadmissible pour les Arabes palestiniens, mais qui est dans la nature des choses, d'une nature que l'on ne peut modifier.

Beaucoup de sionistes trouvent le projet suivant très attrayant : si l'on ne peut obtenir l'accord des Arabes palestiniens au projet sioniste, il faut l'obtenir des Arabes des autres pays : ceux de Syrie ou de Mésopotamie (l'Irak), du Hedjaz (l'Arabie), voire ceux de l'Égypte. Si même on

pouvait obtenir leur accord, la situation ne changerait pas fondamentalement : l'état d'esprit des Arabes de Palestine même ne changerait pas.

L'unification de l'Italie (il y a soixante-dix ans) avait été obtenue, en son temps, au prix de l'abandon de Trente et de Trieste aux Autrichiens. Non seulement les habitants de Trente et de Trieste n'avaient pas accepté cette situation, mais encore ils avaient poursuivi leur lutte contre l'Autriche avec une ardeur renouvelée. S'il était possible, ce dont je doute, de convaincre les Arabes de Bagdad et de La Mecque que la Palestine n'est pour eux, qu'une petite région marginale et sans importance, il reste que, pour les Arabes palestiniens, elle n'en constituerait pas moins, non une région marginale, mais leur patrie, le centre et la base de leur existence nationale indépendante. C'est pourquoi il faut nécessairement gérer notre œuvre de peuplement sans l'accord des Arabes palestiniens, c'est-à-dire exactement de la manière dont nous le faisons actuellement.

Cependant, même un accord avec les Arabes des autres pays est une illusion. Pour que les Arabes de Bagdad, de La Mecque et de Damas acceptent en notre faveur de payer un prix aussi lourd (renoncer à préserver le caractère arabe de la Palestine, située exactement au centre de leur future « Fédération »), nous devons leur offrir une contrepartie équitable : de l'argent, un appui politique ou les deux à la fois.

Or, nous ne pouvons leur offrir ni l'un ni l'autre. S'il s'agit d'argent, il est ridicule de penser que nous soyons capables de financer le développement de la Mésopotamie (Irak) ou du Hedjaz, alors que nos moyens ne nous permettent pas de développer la Palestine. Cent fois plus illusoire est l'idée de l'appui que nous pourrions apporter aux aspirations politiques des Arabes. Le nationalisme arabe s'est fixé les mêmes objectifs que ceux du nationalisme italien d'avant 1870 ou ceux du nationalisme polonais d'avant 1918 : l'unification et l'indépendance politique. Or, ces aspirations signifiaient la liquidation de l'influence britannique en Égypte et en Mésopotamie, l'éviction des Italiens de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, celle des Français de la Syrie, et bien sûr, ensuite, de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc.

Accorder notre appui à de telles aspirations politiques serait, pour nous, une sorte de suicide et une sorte de trahison. Même si nous ne tenions pas compte du fait que c'est la Grande-Bretagne qui a

signé la Déclaration Balfour , il ne nous est pas permis d'oublier que la France et l'Italie l'ont ratifiée également. Nous ne pouvons donc pas être partie dans une tractation politique dont l'objectif serait l'éviction de la Grande-Bretagne de la zone du canal de Suez et du Golfe Persique, ainsi que la liquidation générale de la présence coloniale française et italiennes dans les régions à population arabe. Nous ne pouvons jouer ce double jeu, ni même penser qu'il puisse être rentable.

La conclusion doit être que nous n'avons pas les moyens d'assurer une contrepartie plausible, ni aux Arabes palestiniens ni à ceux d'autres pays arabes. Par conséquent, un accord de plein gré est inconcevable. C'est pourquoi ceux pour qui un accord avec les Arabes est une condition sine qua non de la politique sioniste peuvent se dire, dès aujourd'hui, qu'il est définitivement hors de question de l'obtenir et qu'il ne reste plus qu'à renoncer au progrès sioniste.

Notre action d'immigration en Palestine doit cesser, ou se poursuivre sans nous arrêter à la position des Arabes ; de telle sorte que notre établissement puisse s'y développer sous la tutelle d'une puissance qui ne soit pas dépendante de la population locale, à l'abri d'une muraille de fer que cette population ne pourra jamais forcer.

Telle doit être notre politique quant à la question arabe.

Quelle peut être, pour nous, la valeur de la Déclaration Balfour ? Quelle est l'utilité du mandat de la SDN? Leur importance, pour nous, réside en ce qu'une puissance étrangère a assumé l'obligation de créer en Palestine les conditions de sécurité et d'administration qui permettront d'empêcher toute entrave, de la part de la population locale, à notre action, même si telle était son intention. Tous sans exception, nous exigeons sans trêve que cette puissance extérieure remplisse ses obligations, de la manière la plus stricte et la plus rigoureuse. De ce point de vue, il n'y a pas de différence entre ceux que l'on nomme chez nous les « militaristes » et nos « végétariens ». Les premiers veulent une « muraille de fer » appuyée sur des baïonnettes juives, les autres préfèrent des baïonnettes anglaises. Les partisans d'un accord avec Bagdad (idée bizarre et dangereuse) sont prêts à se satisfaire de baïonnettes irakiennes ; mais tous veulent une « muraille de fer ». Dès lors, nous portons nous-mêmes atteinte à nos intérêts, lorsque nous

déclamons nos discours sur un accord avec les Arabes et que nous insinuons dans l'esprit des dirigeants de la puissance mandataire que la « muraille de fer » n'est pas l'essentiel, que seules comptent les discussions interminables. Ce genre de discours ne peut être que nuisible à notre cause. C'est pourquoi ce n'est pas seulement un plaisir, mais c'est un devoir de combattre la phraséologie creuse, de faire la démonstration de ce qu'elle a de purement illusoire et de mettre en lumière sa duplicité.

Mon intention n'est pas de dire qu'un accord quelconque avec les Arabes palestiniens est absolument hors de question. Tant que subsiste, dans l'esprit des Arabes, la moindre étincelle d'espoir qu'ils pourront un jour se défaire de nous, nulle belle parole, nulle promesse attirante n'amènera les Arabes à renoncer à cet espoir, précisément parce qu'ils ne sont pas une populace vile, mais une nation bien vivante.

Or, une nation bien vivante n'est disposée à faire des concessions sur des questions aussi vitales que lorsqu'elle a perdu tout espoir de « se défaire de nous » et que toute brèche de la « muraille de fer » est définitivement colmatée. Ce n'est qu'alors que les groupements extrémistes et leurs slogans « Jamais, au grand jamais ! » perdront leur influence. Alors seulement, ils céderont la place à des groupes plus modérés ; alors seulement, ces derniers pourront faire entendre leur voix et proposer des concessions mutuelles. C'est à ce moment-là qu'ils commenceront à négocier avec nous sur les questions pratiques, telles que les garanties contre l'expulsion des Arabes et pour l'égalité des droits civils et politiques. Mon espérance et ma foi sont que nous leur accorderons alors des garanties satisfaisantes et que les deux peuples pourront vivre en bon voisinage. Toutefois, la seule voie qui puisse nous mener à un tel accord est celle de la « muraille de fer », c'est-à-dire l'existence d'une force, en Palestine, qui ne soit influencée d'aucune façon par les pressions des Arabes. Autrement dit : le seul moyen d'arriver à un accord futur est le renoncement à la tentative d'arriver à un accord, aujourd'hui.